

# PROVINCES

## PROVINCE SUD

### DÉLIBÉRATIONS

#### Délibération n° 25-2009/APS du 20 mars 2009 relative au code de l'environnement de la province Sud

L'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu la délibération modifiée n° 74 des 10 et 11 mars 1959 relative aux plans d'urbanisme en province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 19 du 8 juin 1973 relative au permis de construire dans la province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 48/CP du 10 mai 1989 réglementant les zones d'aménagement concerté en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 78-91/APS du 10 décembre 1991 portant réglementation des carrières dans la province Sud ;

Vu la délibération n° 03-2006/APS du 10 janvier 2006 relative à l'indemnisation des commissaires enquêteurs ;

Vu la délibération n° 28-2006/APS du 27 juillet 2006 portant réglementation des lotissements et des divisions dans la province Sud ;

Vu la délibération n° 2-2009/APS du 18 février 2009 portant protection du patrimoine naturel paysager ;

Vu la délibération n° 9-2009/APS du 18 février 2009 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement en province Sud ;

Vu l'avis du comité pour la protection de l'environnement en date du 2 mars 2009 ;

Vu l'avis du comité consultatif de l'environnement en date du 3 mars 2009 ;

A adopté en sa séance publique du 20 mars 2009, les dispositions dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions annexées à la présente délibération constituent le code de l'environnement de la province Sud.

**Article 2 :** Les dispositions du code de l'environnement de la province Sud qui citent en les reproduisant des articles d'autres délibérations de l'assemblée de province sont de plein droit modifiées par l'effet de modifications ultérieures de ces articles. Il en va de même des dispositions du code de l'environnement de la province Sud qui mentionnent, sans les reproduire, des dispositions d'autres délibérations de l'assemblée de province.

**Article 3 :** Les références à des dispositions abrogées par la présente délibération sont remplacées par les références aux

dispositions correspondantes du code de l'environnement de la province Sud.

**Article 4 :** Sont et demeurent abrogées :

#### Institutions et organismes

- 1° La délibération modifiée n° 38-90/APS du 28 mars 1990 créant un comité pour la protection de l'environnement dans la province Sud ;
- 2° La délibération n° 30-2004/APS du 7 octobre 2004 créant un comité de pilotage ;
- 3° La délibération modifiée n° 31-2004/APS du 7 octobre 2004 portant création d'un comité d'information, de concertation et de surveillance sur les impacts environnementaux de l'usine de Goro ;

#### Aires protégées :

- 4° La délibération n° 1-2009/APS du 18 février 2009 relative aux aires protégées ;

#### Sites naturels paysagers :

- 5° Les articles 1<sup>er</sup> à 15 de la délibération n° 2-2009/APS du 18 février 2009 portant protection du patrimoine naturel paysager ;

#### Ecosystèmes :

- 6° La délibération n° 3-2009/APS du 18 février 2009 relative à la protection des écosystèmes d'intérêt patrimonial ;

#### Espèces protégées

- 7° La délibération n° 4-2009/APS du 18 février 2009 relative aux espèces protégées ;

#### Lutte contre les espèces envahissantes

- 8° La délibération n° 5-2009/APS du 18 février 2009 relative à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;

#### Récolte et exploitation des ressources biochimiques et génétiques

- 9° La délibération n° 6-2009/APS du 18 février 2009 relative à la récolte et à l'exploitation des ressources biochimiques et génétiques ;

#### Ressources ligneuses : coupe de bois

- 10° Le décret du président de la République n° 405 du 18 mars 1910 sur le régime forestier à la Nouvelle-Calédonie et dans ses dépendances ;
- 11° L'arrêté n° 610 du 29 juillet 1926 réglementant l'exploitation du bois de santal en Nouvelle-Calédonie et dépendances ;



- 12° La délibération de l'assemblée de la province Sud n° 89-90/APS du 11 juillet 1990 fixant les conditions d'exploitation de certains bois et forêts dans la province Sud ;  
13° La délibération n° 138 du 15 décembre 1959 relative aux coupes de bois sur les terrains domaniaux ;

#### Chasse

- 14° La délibération n° 7-2009/APS du 18 février 2009 relative à la chasse ;

#### Pêche en mer

- 15° La délibération n° 8-2009/APS du 18 février 2009 relative à la pêche en mer ;

#### Pêche en eaux terrestres

- 16° Les articles 1 et 2 et 4 à 11 de l'arrêté modifié n° 916 du 5 juillet 1955 fixant la réglementation de la pêche en rivière ;  
17° La délibération modifiée n° 357 du 5 juillet 1966 relative à la pêche dans le bassin d'alimentation du barrage de Yaté ;

#### Carrières

- 18° La délibération modifiée n° 78-91/APS du 10 décembre 1991 portant réglementation des carrières dans la province Sud ;

#### Installations classées pour la protection de l'environnement

- 19° La délibération n° 17-98/APS du 23 avril 1998 créant un comité des installations classées pour la protection de l'environnement dans la province Sud ;  
20° Les articles 1<sup>er</sup> à 90 de la délibération n° 9-2009/APS du 18 février 2009 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement en province Sud ;  
21° La délibération n° 56-2008/APS du 25 septembre 2008 relative à la garantie financière exigée de certaines installations en vue de protéger l'environnement ;

#### Déchets

- 22° La délibération n° 1-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement ;  
23° La délibération n° 2-2008/APS du 10 avril 2008 relative à la gestion des pneumatiques usagés ;  
24° La délibération n° 3-2008/APS du 10 avril 2008 relative à la gestion des piles et accumulateurs usagés ;  
25° La délibération n° 4-2008/APS du 10 avril 2008 relative à la gestion des accumulateurs usagés au plomb ;  
26° La délibération n° 5-2008/APS du 10 avril 2008 relative à la gestion des huiles usagées ;  
27° La délibération n° 6-2008/APS du 10 avril 2008 relative à la gestion des véhicules hors d'usage ;

#### Défrichement

- 28° La délibération n° 10-2009/APS du 18 février 2009 au défrichement des espaces naturels ;

#### Eaux douces et souterraines

- 29° La délibération n° 15-2008/APS du 7 mai 2008 fixant les conditions d'attribution de subventions par la province Sud pour la réalisation de travaux de recherche d'eau souterraine ou de travaux de forage et d'essais par

pompage ainsi que les analyses d'eau associées, et les modalités de délivrance des autorisations de prélèvement d'eau souterraine par pompage ;

#### Lutte contre les feux de végétation

- 30° La délibération n° 11-2009/APS du 18 février 2009 relative aux feux de végétation ;

#### Préventions des nuisances visuelles

- 31° La délibération n° 15-92/APS du 19 mars 1992 relative à la publicité, aux enseignes et pré enseignes dans la province Sud

**Article 5 : I.-** Les alinéas 5 à 12 de l'article 3 de la délibération des 10 et 11 mars 1959 susvisée sont modifiés comme suit :

"3°) Le plan d'urbanisme est soumis par le président de l'assemblée de province à une enquête publique dans les conditions fixées par le titre 4 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement de la province Sud.

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 45 jours.

L'enquête s'ouvre à la ou aux mairies concernées et à la direction de l'équipement de la province."

II.- Les alinéas 2 à 7 de l'article 6 de la délibération du 10 mai 1989 susvisée sont modifiés comme suit :

"Le dossier de création comprend :

- a) un rapport de présentation qui indique notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement et énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet a été retenu,
- b) un plan de situation,
- c) un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone,
- d) l'indication du mode de réalisation choisi,
- e) l'indication du document d'urbanisme applicable à l'intérieur de la zone,
- f) une étude d'impact dont le contenu est défini à l'article 130-4 du code de l'environnement de la province Sud."

III.- L'article 47 de la délibération du 10 mai 1989 susvisée est modifié comme suit :

"Le président de l'assemblée de province soumet le PAZ à une enquête publique dans les conditions fixées par le titre 4 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement de la province Sud.

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 45 jours.

L'enquête s'ouvre à la ou aux mairies concernées et à la direction de l'équipement de la province.

Lorsque le dossier du PAZ soumis à enquête publique comprend une notice explicative, le plan de situation, le périmètre des immeubles à exproprier et l'estimation approximative des acquisitions à réaliser, l'enquête publique vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la zone réalisés par ou pour le compte de la province qui a créé la zone.



Le président de l'assemblée de province adresse au maire le projet de PAZ et les conclusions du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête en vue de recueillir l'avis du conseil municipal. Cette formalité n'est pas obligatoire si la commune a pris l'initiative de la création de la zone et si l'avis du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête est favorable.

L'avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois. Si le conseil municipal entend faire connaître son opposition, celle-ci doit être expressément formulée."

IV.- a) Après le 17<sup>e</sup> alinéa de l'article 6 la délibération du 27 juillet 2006 susvisée, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

"16° une étude d'impact définie à l'article 130-4 du code de l'environnement de la province Sud pour les lotissements permettant la construction d'une superficie hors œuvre nette supérieure à 20 000 mètres carrés ;

17° une notice d'impact définie à l'article 130-5 du code de l'environnement de la province Sud pour les lotissements permettant la construction d'une superficie hors œuvre nette comprise entre 10 000 et 20 000 mètres carrés".

b) L'article 8 de la délibération du 27 juillet 2006 susvisée, est modifiée comme suit :

Le délai d'instruction est fixé à trois mois à compter de la date de dépôt de la demande par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé.

Le délai est porté à quatre mois :

- Si, au cours de l'instruction, une enquête publique ou une étude d'impact s'avère nécessaire,
- En cas de permis de construire valant autorisation de diviser en propriété ou en jouissance n'ayant pas pour effet de porter à plus de deux le nombre de terrains issus de cette division ou en cas de permis de construire un nombre de bâtiments n'excédant pas deux,

- En cas de permis de construire valant autorisation de diviser ou non ayant pour effet de porter le nombre de terrains issus de l'opération ou le nombre de bâtiments à plus de deux et lorsque la demande de permis contient l'accord préalable de tous les concessionnaires de réseaux publics (plans visés et lettre d'accord)

Le délai est porté à six mois en cas de permis valant autorisation de diviser ou non et ayant pour effet de porter ce nombre à plus de deux.

En cas d'enquête publique ou d'étude d'impact, l'autorité compétente avertit par lettre recommandée avec accusé de réception le pétitionnaire de la prolongation du délai.

V.- Après le 20<sup>e</sup> alinéa de l'article 3 la délibération du 8 juin 1973 susvisée, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

"17 - une étude d'impact définie à l'article 130-4 du code de l'environnement de la province Sud pour toutes constructions dont la surface hors œuvre nette est supérieure à 6 000 mètres carrés et pour toutes constructions d'équipements culturels, sportifs ou de loisirs pouvant accueillir plus de 5 000 personnes ;

18 - une notice d'impact définie à l'article 130-5 du code de l'environnement de la province Sud pour toutes constructions dont la surface hors œuvre nette est comprise entre 3 000 et 6 000 mètres carrés, pour tous immeubles à usage d'habitation ou de bureau d'une hauteur au-dessus du sol supérieure à 50 mètres et pour toutes constructions d'équipements culturels, sportifs ou de loisirs pouvant accueillir entre 3 000 et 5 000 personnes."

**Article 6 :** La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le président,  
PHILIPPE GOMES

## Table des matières

### Livre I : DISPOSITIONS COMMUNES

Titre I : PRINCIPES .....	art. 110-1 à 110-5
Titre II : INSTITUTIONS ET ORGANISMES	
Chapitre I : COMITE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	art. 121-1 à 121-4
Chapitre II : COMITE D'INFORMATION, DE CONCERTATION ET DE SURVEILLANCE SUR LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU SITE INDUSTRIEL DE GORO .....	art. 122-1 à 122-3
Chapitre III : COMITE DE PILOTAGE DU PROJET INDUSTRIEL DE GORO NICKEL .....	art. 123-1 à 123-4
Titre III : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....	art. 130-1 à 130-11
Titre IV : INFORMATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC	
Chapitre I : DROIT D'ACCES A L'INFORMATION RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT .....	art. 141-1 à 141-8
Chapitre II : ENQUETES PUBLIQUES RELATIVES AUX OPERATIONS SUSCEPTIBLES D'AFPECTER L'ENVIRONNEMENT .....	art. 142-1 à 142-26

### Livre II : PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

Titre I : AIRES PROTEGEES	
Chapitre I : DISPOSITIONS GENERALES .....	art. 211-1 à 211-18
Chapitre II : LES RESERVES NATURELLES INTEGRALES .....	art. 212-1 à 212-6
Chapitre III : LES RESERVES NATURELLES .....	art. 213-1 à 213-31
Chapitre IV : LES AIRES DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES .....	art. 214-1 à 214-8
Chapitre V : LES PARCS PROVINCIAUX .....	art. 215-1 à 215-13
Chapitre VI : CONTROLES ET SANCTIONS .....	art. 216-1 à 216-12
Titre II : SITES NATURELS PAYSAGERS .....	art. 220-1 à 220-15